

monde. Je ne crois pas me tromper en disant que nous sommes nombreux à avoir espéré pendant des années qu'un dirigeant soviétique soumette un jour des offres comme celles que M. Gorbatchev a dévoilées aux Nations Unies. Il ne serait pas normal qu'un pays comme le Canada, qui a déjà joué un rôle actif en la matière, reste muet. Par conséquent, je demanderais au ministre de nous dire quand le gouvernement du Canada entend réagir aux déclarations extrêmement importantes de M. Gorbatchev.

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales) et ministre suppléant des Communications): Honorables sénateurs, le jour même de l'allocation de M. Gorbatchev devant l'assemblée générale des Nations Unies, le 7 décembre, le premier ministre a publié une brève déclaration au sujet de l'annonce, par le président soviétique, de réductions unilatérales des effectifs militaires. Par la suite, le 8 décembre, les ministres de l'OTAN ont publié une déclaration sur la réduction des armements classiques. Le Canada fait évidemment partie de cette alliance. À notre avis, l'annonce du président Gorbatchev et la déclaration du 8 décembre des ministres de l'OTAN sur la réduction des armes classiques montrent que les deux camps se préparent sérieusement aux négociations, qui commenceront l'année prochaine, visant à préserver la stabilité en Europe à de moindres niveaux de forces classiques. Ces négociations vont être importantes parce que, même après que les réductions annoncées par les Soviétiques auront été réalisées, il restera quand même de graves déséquilibres des forces classiques en faveur du Pacte de Varsovie. Nous pensons que les chances de négociations sérieuses et productives n'ont jamais été meilleures. Honorables sénateurs, je tire ces renseignements d'une déclaration de mon collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

En ce qui concerne les propositions de M. Gorbatchev au sujet de la réduction de la dette commerciale et de la convocation d'une conférence internationale sur l'endettement des États, je peux dire aux honorables sénateurs que ces propositions sont prises au sérieux bien que le gouvernement ait des réserves quant à un transfert éventuel des dettes commerciales au secteur public. Nous estimons que les tribunes internationales existantes suffisent et qu'il est superflu d'organiser une conférence spéciale sur l'endettement.

Le Canada a pris des initiatives sur les plans bilatéral et multilatéral pour essayer d'alléger le fardeau de la dette des pays en développement et pour les aider à procéder aux réformes économiques qui s'imposent. Le Canada et un certain nombre d'autres pays industrialisés ont déjà radié la dette contractée par les pays les moins développés dans le cadre du Programme d'aide publique au développement. Nous avons aussi pris des mesures en ce sens au sommet de Toronto. D'après mon collègue, nous serions disposés à collaborer étroitement avec l'URSS et d'autres pays pour trouver des moyens réalistes et positifs de gérer les problèmes d'endettement des pays moins développés.

Mon collègue ne m'a pas fourni de notes sur les déclarations de M. Gorbatchev en matière d'environnement, mais je vais lui demander ce qu'il souhaiterait communiquer au Sénat à cet égard.

Le sénateur Olson: Je me permets de signaler au leader du gouvernement que ces déclarations, aussi inoffensives soient-

[Le sénateur Olson.]

elles, ne sont pas entièrement satisfaisantes. Prenez par exemple le problème de l'endettement du tiers monde, que nous considérons au Canada comme l'un des principaux obstacles qui menacent le commerce international. En effet, beaucoup sont d'avis qu'une crise risque d'éclater si d'autres mesures ne sont pas prises. Tout ce que dit le leader du gouvernement, il me semble, c'est que le Canada fait preuve de prudence et que le gouvernement ne croit pas que d'autres mesures s'imposent. Cela n'est pas satisfaisant, à mon avis.

Je poserai simplement la question de nouveau: Le gouvernement fédéral a-t-il l'intention de prendre d'autres mesures impliquant l'autre moitié du monde—ce qui n'a jamais été fait à ce jour—afin de résoudre ce grave problème?

Honorables sénateurs, je n'en dirai pas plus pour l'instant, mais j'espère que le leader du gouvernement va nous donner une idée de ce que sera la réaction du gouvernement à l'offre importante de M. Gorbatchev en matière d'environnement.

LES PREMIERS MINISTRES

LA RENCONTRE ÉVENTUELLE DES PREMIERS MINISTRES— L'INSCRIPTION DE L'ACCORD DU LAC MEECH À L'ORDRE DU JOUR

L'honorable Jack Austin: Honorables sénateurs, j'ai moi aussi une question à poser au sujet de la situation au Québec. Le leader du gouvernement n'est sûrement pas sans savoir que trois ministres du gouvernement Bourassa, tous des anglophones, ont déjà donné leur démission et qu'un quatrième va peut-être aussi en faire autant. Je soulève la question simplement pour montrer encore une fois les sentiments exprimés au Québec par un groupe linguistique qui se sent vraiment menacé.

• (2200)

Aujourd'hui, le *Toronto Star* rapportait que le sénateur Murray avait dit que des mesures avaient été prises pour organiser une réunion non officielle des premiers ministres en janvier. Le sénateur Murray peut-il nous confirmer que de telles mesures ont effectivement été prises et nous dire quel est le but de cette réunion?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales) et ministre suppléant des Communications): Honorables sénateurs, je peux seulement dire au Sénat que, en octobre, le premier ministre a écrit à ses homologues provinciaux parce que la conférence annuelle des premiers ministres prévue pour novembre devait être annulée en raison du déclenchement des élections. Il leur a écrit pour les aviser qu'il les réunirait au début du nouveau mandat pour ce qu'il a appelé une rencontre non officielle, qui serait probablement suivie d'une réunion plus officielle.

Aucune date n'a été fixée, mais nous communiquerons avec les provinces sous peu pour organiser cette rencontre. C'est ce que nous avons fait immédiatement après les élections de 1984.

Le sénateur Austin: Pouvons-nous nous attendre à ce que la question du processus d'approbation de l'Accord du lac Meech figure à l'ordre du jour?

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, je serais très étonné qu'elle n'y figure pas.